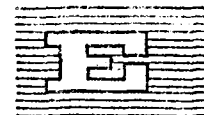
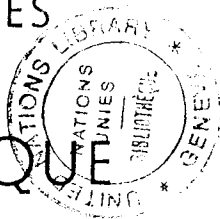


NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1214/Add.17
12 novembre 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-troisième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur la liberté de l'information, pour la période
allant du 1er juillet 1970 au 30 juin 1975, communiqués
par les gouvernements au titre de la résolution 1074 C (XXIX)
du Conseil économique et social

JAMAÏQUE

[Original : Anglais]

[2 novembre 1976]

- I. Politiques globales et faits importants en ce qui concerne la liberté de chercher,
de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et
les idées par quelque moyen d'expression que ce soit

La liberté d'expression et d'information est garantie par la Constitution de la Jamaïque, qui stipule (paragraphe 1, article 22) que :

"Sauf avec son propre consentement, nul ne sera entravé dans l'exercice de sa liberté d'expression, laquelle, aux fins [de l'article cité] comprend la liberté d'avoir une opinion, de recevoir et de répandre des idées et des informations sans être inquiété, et de n'être l'objet d'aucune immixtion dans sa correspondance et autres moyens de communiquer avec autrui."

Dans la pratique aussi, la politique du gouvernement favorise la liberté de la presse. Pour le Gouvernement jamaïcain, la liberté de la presse est "le principe fondamental et quasiment intangible de sa philosophie de base". La presse est considérée comme "un moyen multidirectionnel de communication entre tous les éléments de la société" et permettant de ce fait la diffusion de toutes les idées et opinions importantes qui ont cours dans la société.

C'est parce qu'il fallait "permettre à toutes les idées et opinions importantes de s'exprimer" qu'un deuxième quotidien a été créé en mai 1973; on a estimé en effet que le quotidien paraissant de vieille date (depuis 1834), avec son édition normale et son édition de l'après-midi, ne reflétait pas suffisamment l'éventail des opinions. Les quotidiens appartiennent à des particuliers. Il existe, en outre, deux hebdomadaires qui sont publiés par les deux grands partis politiques de l'île et divers bulletins qui sont diffusés de temps à autre par plusieurs groupes religieux et autres. L'Agency for Public Information est l'organisme officiel de diffusion des informations concernant la politique et les projets du gouvernement. Il y a deux stations de radiodiffusion, dont une est privée. Pour la station de télévision, qui appartient au gouvernement, le principe à la base de son exploitation est le maintien des libertés acquises en matière d'information.

En 1972, l'Undesirable Publication (Prohibition of Importation) Act a été modifiée, pour autoriser l'entrée dans l'île d'un certain nombre de livres jusque là interdits. Depuis cette date, aucun livre n'a fait l'objet de mesures d'interdiction. La réglementation douanière de la Jamaïque prévoit des exonérations de droits de douane pour toutes les importations de matériel et ouvrages destinés à l'enseignement.

II. Influence des instruments des Nations Unies

La Jamaïque a adhéré aux instruments suivants : Convention des Nations Unies relative au droit international de rectification, Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Convention postale universelle, Convention internationale des télécommunications, Pacte international relatif aux droits civils et politiques et Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Les dispositions de ces instruments internationaux ayant trait à la liberté de l'information sont reprises dans les règlements de la Jamaïque régissant le fonctionnement des moyens d'information, ce qui va dans le même sens que la garantie des libertés de l'individu qui est expressément prévue par la Constitution. C'est pourquoi il n'a pas été jugé nécessaire d'adopter une nouvelle législation pour donner effet aux dispositions des instruments des Nations Unies relatifs à la reconnaissance, à l'exercice et à la protection de la liberté de l'information. Les tribunaux n'ont prononcé aucun jugement en la matière pendant la période étudiée.

III. Mesures législatives et autres adoptées au cours de la période considérée

Aucune nouvelle mesure législative n'a été adoptée pendant la période considérée. Un nouveau quotidien privé a été lancé le 30 mai 1973, ce qui a mis fin au monopole détenu depuis 139 ans dans ce domaine par la "Gleaner Company Limited", société privée. L'Agency for Public Information (API) a été créée en avril 1974. La même année, pour la première fois, l'University of the West Indies (Jamaïque) a organisé un cours sur les moyens d'information; les études, d'une durée d'un an, sont sanctionnées par un diplôme. Aucune modification n'a été apportée au code de l'éthique de l'Association de la presse jamaïcaine adopté en 1943.

IV. Restrictions à l'exercice de la liberté d'information

a) La protection de la réputation, des droits et des libertés d'autrui, y compris la protection contre l'immixtion dans la vie privée; les restrictions prévues dans ce domaine sont régies par les lois relatives aux droits d'auteur (Copyright Act) et à la diffamation ainsi que par la loi relative à l'impôt sur le revenu (Income Tax Act).

i) Aux termes de l'alinéa 1) de la Section 2 du Copyright Act :

"Se rend coupable d'un délit en vertu de la [Loi relative aux droits d'auteur (Copyright Act)] toute personne qui, sciemment :

- a) reproduit pour la vente ou la location, sous quelque forme que ce soit, un ouvrage sur lequel il existe encore des droits d'auteur;
- b) vend ou met en location ou, encore, expose ou offre dans le commerce, en vente ou en location, une reproduction illégale, quelle qu'elle soit, d'un de ces ouvrages;
- c) diffuse des reproductions illégales de l'un de ces ouvrages, soit à des fins commerciales, soit d'une manière qui porte préjudice au bénéficiaire des droits d'auteur;
- d) expose en public, dans le commerce, une reproduction illégale, quelle qu'elle soit de l'un de ces ouvrages;
- e) importe pour la vente ou la location en Jamaïque une reproduction illégale, quelle qu'elle soit, de l'un de ces ouvrages."

Privilège aux membres du barreau

Dans les affaires civiles et pénales, les communications échangées entre un client et son conseiller juridique et, dans certains cas, les communications échangées entre ces personnes et leurs parties ne peuvent pas être invoquées comme preuves devant le tribunal sans l'autorisation du client, à condition qu'il s'agisse de communications i) se rapportant au procès effectivement intenté ou envisagé par le client ou ii) permettant au client d'obtenir des conseils juridiques, ou à son conseiller juridique de lui en donner.

Loi relative à la diffamation

La diffamation écrite (defamation) qui est un préjudice porté à autrui, consiste à "publier une déclaration qui tend à faire perdre à une personne l'estime dont elle jouit auprès des gens sains d'esprit dans la société en général, ou qui tend à les amener à fuir ou à éviter cette personne".

Le principe de la responsabilité en matière de publication est très strict. Mais la loi reconnaît que si ce principe était appliqué universellement, il pourrait entraîner de graves injustices; en effet, nombreux sont ceux qui participent

constamment à la diffusion d'informations diffamatoires, mais sans jouer à cet égard autre chose qu'un rôle accessoire et sans qu'on puisse raisonnablement considérer qu'ils connaissent la nature exacte des informations qui passent entre leurs mains. Parmi eux, citons par exemple les vendeurs de journaux, les libraires et les bibliothécaires. Or, si ces personnes sont, à première vue aussi responsables, du moins théoriquement, que les autres des écrits diffamatoires qu'elles diffusent, elles sont autorisées, pour leur défense, à invoquer la "diffusion innocente".

La loi reconnaît que, dans certains cas, il est préférable, du point de vue de l'intérêt général, d'assurer aux citoyens la liberté de communication sans avoir à craindre une action en diffamation que de protéger la réputation d'un individu. On dit qu'il s'agit de cas "privilégiés", le privilège pouvant avoir soit un caractère absolu, soit un caractère restreint. Le privilège absolu couvre les cas où la pleine liberté de communication est considérée comme ayant une importance telle qu'aucune action en diffamation ne peut être intentée. Une personne ayant fait l'objet d'une diffamation couverte par un privilège absolu n'a aucun recours juridique, pour si mensongère que soit l'allégation portée contre elle et pour si malveillantes que soient les intentions de son auteur. En revanche, si le privilège de caractère restreint vise à protéger l'auteur d'une fausse déclaration diffamatoire, il ne peut être invoqué que si l'auteur a agi honnêtement et sans malveillance.

Aux termes de la Loi relative à l'impôt sur le revenu (Section 4) :

"1. Quiconque a des attributions officielles ou est employé dans l'administration de la présente Loi considérera tous les documents, renseignements, déclarations d'impôt, rôles et copies des rôles relatifs aux revenus ou aux différents éléments du revenu d'une personne comme ayant un caractère secret et confidentiel et les traitera en conséquence, et signera un engagement à cet effet devant le juge de paix.

2. Sera reconnu coupable d'un délit en vertu de la présente Loi quiconque ayant en sa possession des documents, renseignements, déclarations d'impôt, rôles ou copies de rôles relatifs au revenu ou aux éléments du revenu d'une personne, ou ayant un droit de contrôle sur l'un ou l'autre de ces documents, communique ou cherche à communiquer à un moment quelconque les renseignements ou certains des renseignements figurant dans ces documents, déclarations, rôles ou copies de rôles à une personne :

a) autre qu'une personne à laquelle il est autorisé à le faire par le Ministre;

b) à d'autres fins que celles prévues par la présente Loi.

b) La protection de la sécurité nationale ou de l'ordre public ou de la santé et de la moralité publiques, y compris la suspension de la liberté de l'information en cas d'urgence.

Les lois applicables dans ce domaine sont les suivantes :

Les Official Secret Acts de 1911 et de 1920; le Treason Felony Act; l'Emergency Powers Act; le Venereal Disease Act; l'Obscene Publication (Suppression of Act); le Criminal Justice (Administration) Act.^{1/}

c) L'incitation à la haine contre des groupes nationaux, raciaux ou religieux ou à la discrimination raciale ou religieuse, et la propagande tendant à fomenter ces types de discrimination ou de haine.

Le droit de l'individu à la protection contre la discrimination est explicitement garanti dans la Constitution de la Jamaïque (Voir le rapport présenté par la Jamaïque en 1976, en vertu de l'article 9 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale).

d) Propagande en faveur de la guerre; rien à signaler à ce titre.

e) Couverture des débats judiciaires par la presse et les autres moyens d'information

Les lois applicables dans ce domaine sont les suivantes :

Juveniles Act; Criminal Justice (Administration) Act; Gun Court Act.^{1/}

V. Difficultés rencontrées pour assurer l'exercice de la liberté d'information et méthodes et moyens employés pour surmonter ces difficultés

L'analphabétisme, qui atteignait un taux d'environ 20 % dans la population adulte en 1970, a été un obstacle fondamental à l'exercice de la liberté de l'information et d'accès à l'information. Pour lutter contre cet obstacle, un gros effort d'alphabetisation a été entrepris en 1972, qui a été mené en 1974, par le Jamaican Movement for the Advancement of Literacy (JAMAL), fondation qui a permis à 55 000 adultes d'accéder en 1975 à l'alphabetisation fonctionnelle. L'éducation au-delà de ce niveau est aussi assurée par le JAMAL. En outre, l'Agency for Public Information produit des films et programmes de radio, destinés à informer les analphabètes et les semi-alphabètes sur toute une série de sujets.

^{1/} Des extraits de ces lois ont été envoyés par le Gouvernement et peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat.